



**Fédération  
Syndicale  
Unitaire**

Nord Pas de Calais

La FSU exprime son opposition à la fermeture du centre IUFM de Douai dès la rentrée 2010-2011, annoncée aux personnels le 5 octobre par le président C. Morzewski de l'université d'Artois, où l'IUFM Nord Pas de Calais a été intégré en 2008.

Elle dénonce le caractère irrégulièrement unilatéral de cette décision, prise sans la consultation obligatoire des instances internes de l'université, au mépris de la représentation des personnels, et sans concertation avec les cinq autres universités de l'académie. La FSU condamne le caractère aberrant de cette décision en ce qui concerne l'organisation de la formation des enseignants et CPE dans l'académie.

Elle apporte son soutien aux personnels de ce centre qui expriment leur refus de sa disparition et leurs fortes inquiétudes à la perspective de ce qu'il faut bien appeler un « plan social ».

Cette décision, le président de l'université d'Artois s'est cru autorisé à la prendre seul, au mépris des instances de l'établissement et des avis des autres universités. C'est une illustration spectaculaire de la mise en œuvre des principes de management instaurés par la loi LRU et ses textes d'application qui confient aux présidents des pouvoirs personnels exorbitants et discrétionnaires, et de la fausse autonomie des universités qui consiste, notamment, à les dresser les uns contre les autres dans une course concurrentielle effrénée aux financements. La FSU Nord Pas de Calais continue d'exiger l'abrogation de la loi LRU, instrument de déréliction de l'université française, et la mise en chantier d'une tout autre loi.

Mais au-delà de l'aspect symbolique des lieux que sont les anciennes écoles normales de Douai, c'est bien une ignorance totale de la spécificité de la formation des maîtres de la part du Président de l'Université qui est flagrante.

**Enseigner est un métier qui s'apprend !**

La réforme imposée par le ministère, sans concertation, et que la FSU dénonce et combat, ne répond pas aux objectifs portés par nos syndicats, elle va essentiellement permettre de justifier la suppression des 16 000 postes annoncés pour la rentrée 2010, et, dès cette année, elle permet d'utiliser les étudiants admissibles aux concours comme moyens de remplacement.

C'est une véritable formation professionnelle sur plusieurs années avec une entrée progressive dans le métier que la FSU revendique, bien loin de cet apprentissage « sur les tas », dangereux et méprisant pour les élèves comme pour les personnels, que nous assène brutalement le gouvernement.

Pour que cette formation soit cohérente dans le premier degré, elle ne peut se faire que sur des sites de formation proches des écoles où travaillent notamment les enseignants maîtres formateurs.

Pourtant, le président de l'Université d'Artois cherche à concentrer les lieux de formation éloignant ainsi de fait les étudiants des écoles. Ses annonces sont lourdes de conséquences :

Pour les étudiants qui devront faire face à des frais supplémentaires,

Pour les personnels des différents sites IUFM,

Pour les maîtres formateurs,

Pour les enseignants titulaires qui suivent leur formation continue sur ces sites.

La FSU, revendique le développement d'une formation professionnelle spécifique pour tous les enseignants. L'élévation du niveau d'étude ne doit pas servir de prétexte à supprimer la dimension pratique du métier, de la formation : tous les stagiaires jugent indispensable la confrontation avec les formateurs de terrain, en alternance avec leur propre expérience professionnelle.

La formation ne peut être organisée de manière satisfaisante que dans le cadre d'une coopération sincère, étroite et permanente des 6 universités, avec la caution et la contribution du rectorat, le soutien des collectivités locales et l'adhésion des personnels.

La FSU Nord Pas de Calais propose à la Conférence Régionale des Présidents d'Universités (CRPU), au recteur chancelier des universités, au Conseil Régional, aux deux Conseils généraux, aux autres collectivités territoriales concernées d'ouvrir, avec les organisations représentatives des personnels et des étudiants, une vaste concertation au niveau académique afin de débattre de l'organisation régionale de la formation des enseignants.

La FSU Nord Pas de Calais, assumant ses responsabilités de première organisation syndicale de la Fonction publique d'État, appelle à développer l'action pour la défense et le développement du service public de l'éducation.

Elle appelle les personnels et étudiants de l'université d'Artois à participer nombreux à l'Assemblée Générale **mercredi 4 novembre à 14 h à l'IUFM d'Arras** (amphi Derisbourg, rue du Temple).

Elle invite les personnels, les usagers et les citoyens à participer :

- aux Assises de la Formation des Enseignants le 7 novembre à la Sorbonne (Paris)

- au Forum régional qu'elle organise sur la défense des services publics **mardi 10 novembre à partir de 14h salle d'Anchin à Douai**,

- à la **grève nationale mardi 24 novembre et à la manifestation régionale à Lille**.

Lille, le 27 octobre 2009

Communauté d'Agglomération du Douaisis

Motion du 23 octobre 2009

Les 82 conseillers communautaires et le Président de la Communauté d'agglomération du Douaisis représentant les 157 000 habitants des 35 communes de son territoire s'opposent fermement au projet de fermeture de l'IUFM de Douai décrété sans concertation par le Président de l'Université d'Artois.

Cette décision aussi violente qu'incompréhensible, les élus, toutes sensibilités confondues, ne l'acceptent pas ! Ils refusent la politique du fait accompli, demandent l'annulation de cette décision arbitraire et exigent d'être reçus en délégation par le Président Morzewski.

Ils appellent l'ensemble de la population du Douaisis à s'associer à la manifestation du refus organisée prochainement à Arras

#### Communiqué de presse

Le président de l'université d'Artois a annoncé unilatéralement le 5 octobre la fermeture de l'IUFM de Douai.

**Cette décision a été prise sans la moindre concertation préalable**, ni en interne, ni avec les 5 autres universités de la région, partenaires au sein d'une convention-cadre sur la formation des maîtres. Cette méthode cavalière illustre de la pire des manières les risques de la nouvelle gouvernance des universités introduite par la loi LRU, qui accorde un pouvoir exorbitant aux présidents et les encourage à privilégier les considérations budgétaires.

Sur le fond, **fermer l'IUFM de Douai c'est oublier 150 ans de présence des écoles normales à Douai et mettre en péril un réseau d'acteur ancien et efficace**. C'est aussi renoncer à toute préoccupation d'aménagement du territoire sur la base de prévisions de fréquentation pour le moins discutables. De la part d'une université qui se veut multipolaire, le choix surprend.

Alors qu'**aucun texte officiel n'a encore imposé la fermeture des IUFM**, l'université d'Artois applique avec zèle un souhait présidentiel d'ores et déjà considéré comme une réforme acquise. Il est à craindre que, sans mobilisation forte des personnels concernés, des syndicats et des forces de Gauche, d'autres universités ne lui emboîtent rapidement le pas.

**Le Parti Socialiste a dénoncé cette suppression programmée des IUFM**. Réponse trop brutale à la nécessaire question de la formation pédagogique et du passage au niveau master, ce projet fait fi de la spécificité de la formation des maîtres, de la rémunération des étudiants, permettant un recrutement dans toutes les catégories sociales, et d'une formation largement pratique, comportant de nombreux stages en établissement.

**Les élus socialistes du Douaisis sont unanimes à la fois contre le principe de cette fermeture et contre la méthode utilisée. Et rappellent que les élus de la majorité qui se scandalisent aujourd'hui ont défendu hier avec ardeur à la fois la loi LRU et la suppression des IUFM.**

Eric Charton Conseiller général de Douai nord-est, Laurent Houllier Conseiller général de Douai sud, Frédéric Chéreau Conseiller municipal de Douai, Olivier Caremelle Secrétaire fédéral à l'Education, Jeannine Marquaille Conseillère régionale, vice-présidente Transports, Dominique Bailly Maire d'Orchies, Président du groupe socialiste au Conseil régional.

#### Se mobiliser pour l'IUFM de DOUAI et cibler les responsabilités !

#### PCF Douai

mardi 27 octobre 2009

La section de Douai du Parti Communiste Français a soutenu l'action déterminée de la communauté universitaire contre la réforme des universités et de la formation des professeurs, envisagée sans concertation et mise en place à la hussarde. Elle soulignait **la mise en péril du système d'enseignement supérieur public et la casse des statuts et des formations à l'œuvre dans cette réforme**. Elle en déplore aujourd'hui les effets catastrophiques pour l'aménagement du territoire, avec la disparition de l'IUFM de Douai, décidée *sine die* et unilatéralement par le Président de l'Université d'Artois Christian MORZEWSKI.

Odile HAGE, en conseil Municipal, avait exprimé au nom du PCF toutes les inquiétudes légitimes quant à la fermeture prévisible du centre IUFM de Douai : outre les nouvelles dispositions gouvernementales de refonte précipitée et sans concertation des IUFM dans le cadre plus global des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), les décisions du Conseil Régional, qui avait de son côté « gelé » les projets en cours de restructuration des locaux du centre IUFM douaisien, étaient très éloquentes. M. VERNIER, Maire UMP de Douai, n'avait alors trouvé que les qualités à la Réforme PECRESSE, mise en place par le gouvernement UMP...

La ville de Douai est depuis le XVI<sup>e</sup> siècle une ville universitaire. Sa population modeste a besoin d'un centre universitaire de proximité. Valérie PECRESSE ne disait pas autre chose en février dernier, devant la Fédération des Maires de France : « Les antennes de proximité des IUFM continueront d'accueillir des étudiants parce que ceux-ci ont besoin d'une formation effectuée au plus près des territoires et au plus près des classes ». or aujourd'hui, c'est au nom de cette même Ma dame PECRESSE et aux dispositions de la loi LRU que l'on ferme arbitrairement le centre IUFM de Douai.

**La « réforme » a définitivement tombé le masque**. Sous couvert de belles promesses, elle mène à la déstructuration du système d'enseignement public. Elle prépare, que ce soit avec les « jardins d'éveil » (créés par le couple MORANO- DARCOS et mis en œuvre par M. CHATEL) à la place des maternelles, ou les nouveaux masters de plus en plus fermés au grand nombre, **une déscolarisation sans précédent dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle**. Elle participe également d'un recul considérable sur le plan de l'aménagement du territoire, avec la disparition des Services Publics de proximité. Nous nous étonnons que **M. VERNIER ait une fois de plus attendu que sa propre ville soit touchée pour s'élever contre de telles décisions**.

La section de Douai demande le retrait de la loi LRU, l'annulation immédiate de la décision inique de suppression du centre IUFM de Douai et **la relance de la concertation sur la fonction publique d'enseignement et de recherche**. L'élévation du niveau de formation des enseignants, la promotion d'une université pour tous nécessitent aujourd'hui plus d'investissement et de concertation que jamais, pour permettre une véritable « égalité des chances ».